

Sommaire

Politique

La grand-messe démarre dimanche

Fraternité Matin - samedi 08 février 2020

Tête-à-tête entre Kablan Duncan et Son Altesse royale

Fraternité Matin - samedi 08 février 2020

Le Forum mobilise, aujourd'hui, à Daoukro

Le Nouveau Réveil - samedi 08 février 2020

5000 jeunes du PDCI virent au RHDP

Le Matin - samedi 08 février 2020

Les avocats français de Soro débarquent à Abidjan

Soir Info - samedi 08 février 2020

Conjoncture économique et sociale

Le projet piétine, ferrailleurs et vendeurs de bétail se réinstallent sur le site

Fraternité Matin - samedi 08 février 2020

La clinique médicale "le Grand centre" rouvre avec de nouvelles dispositions

Le Patriote - samedi 08 février 2020

Le forum africain recommande d'améliorer l'efficacité de la dépense publique

Le Patriote - samedi 08 février 2020

Des investisseurs turcs en quête d'opportunités et de partenariats en Côte d'Ivoire

L'Inter - vendredi 07 février 2020



Union africaine / Le Chef de l'État est arrivé en Éthiopie où il prendra part au 33e sommet des Chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation panafricaine.

La grand-messe démarre dimanche

Sommet de l'Union africaine ^{P.2}
La grand-messe démarre demain
• Le Président Ouattara est à Addis-Abeba depuis hier

Le Chef de l'État est arrivé, hier, à Addis-Abeba. Dans la capitale éthiopienne, il prend part au 33e sommet de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine. Il a été accueilli à sa descente d'avion par le Premier ministre de la République fédérale d'Éthiopie, Abiy Ahmed. La grandmesse des leaders africains qui démarre dimanche pour s'achever lundi a pour thème : "Faire taire les armes : créer les conditions propices au développement de l'Afrique". Les Chefs d'État et de gouvernement plancheront donc sur de nombreux sujets liés aux questions de sécurité. Notamment, comme nous l'écrivions déjà dans notre parution de vendredi, la crise en Libye, le terrorisme dans le Sahel et le conflit au Soudan du Sud. Il s'agira pour eux de trouver des voies et moyens pour que les armes ne crépitent plus sur le continent pour consolider la remontée de l'Afrique. Ce continent est considéré, aujourd'hui, comme celui de l'avenir. Et pour maintenir le cap, il faut éteindre les foyers de tension. Les Chefs d'État et de gouvernement jetteront également un regard sur l'évolution de la zone de libre-échange continentale. Au cours de cette grande rencontre, le Président Alassane Ouattara présentera son deuxième rapport sur l'Agenda 2063. Rappelons qu'en janvier 2017, il avait été désigné "champion" pour le suivi et la mise en œuvre de l'Agenda 2063. Son premier rapport, il l'a fait en 2019, lors du 32e sommet des Chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation panafricaine. Il avait invité les différents États à harmoniser leurs plans de développement pour les intégrer, dans un premier temps, dans celui des Nations unies de 2030 et ensuite par dizaine d'années jusqu'en 2063. L'Agenda 2063 est le schéma et le plan directeur visant à transformer l'Afrique en puissance mondiale de l'avenir. C'est le cadre stratégique du continent qui vise à atteindre son objectif de développement inclusif et durable. Il s'agit d'une manifestation concrète de la volonté panafricaine d'union, d'autodétermination, de liberté, de progrès et de prospérité collective poursuivie dans le cadre du panafricanisme et de la renaissance africaine. Mais pour le Chef de l'État, tout commence, sauf changement de dernière minute, aujourd'hui. Après une audience avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, Antonio Guterres, il se rendra au siège de l'Ua. Il prendra part à un forum de haut niveau sur l'Agenda 2063. Le thème est : "Rapports basés sur des preuves pour

une réflexion et une action collective sur l'Agenda 2063". Pour cette mission, le Chef de l'État est accompagné du ministre d'État, ministre de la Défense, Hamed Bakayoko; du secrétaire général de la Présidence, Patrick Achi; des ministres Ally Coulibaly et Souleymane Diarrassouba

ÉTIENNE ABOUA

Le vice-Président, Daniel Kablan Duncan, a accordé une audience à Son Altesse royale le Prince Edward, président du Conseil du programme de l'Ordre du mérite international.

Tête-à-tête entre Kablan Duncan et Son Altesse royale



Le vice-Président de la République a échangé avec le Prince britannique.
(PHOTO : PORO DAGNOGO)

aptitudes et loisirs sportifs. Son Altesse royale le Prince Edward du Royaume Uni, Comte de Wessex (né Edward Antony Richard Louis, le 10 mars 1964), est un membre de la famille royale britannique. Il est le quatrième et dernier enfant de la Reine Élisabeth et du Prince Philippe. Depuis le 6 mai 2019, il est 11e dans l'ordre de succession au trône britannique.

HERVE ADOU

Le vice-Président, Daniel Kablan Duncan, a accordé une audience à Son Altesse royale le Prince Edward, président du Conseil du programme de l'Ordre du mérite international. Dans la mi-journée d'hier, les deux personnalités se sont entretenues au Palais de la Présidence, au Plateau, en présence d'une forte délégation composée, entre autres, de Andrew Aspden, secrétaire particulier du Prince; Joséphine Gauld, ambassadeur de la Grande-Bretagne en Côte d'Ivoire; Dramane Zangré, directeur national du Bureau du mérite, pour ce qui est de la délégation hôte. Quant à la partie ivoirienne, elle comptait les ministres Marcel Amon Tanoh des Affaires étrangères, Fofana Siandou du Tourisme et des Loisirs, Danho Paulin Claude des Sports, Mamadou Touré de la Promotion de la jeunesse et de l'Emploi des jeunes, le secrétaire d'État chargé du Service civique, Siaka Ouattara et bien d'autres personnalités de haut rang. Le Prince Edward est à Abidjan depuis le 6 février. Il est le président international du Programme de l'Ordre du mérite international. Organisation de développement pour la jeunesse dont l'âge est compris entre 14 et 24 ans. Ce programme fondé par son père, le Duc d'Edimbourg (époux de la Reine Élisabeth II du Royaume-Uni), compte plus de 30 mille jeunes inscrits à travers le monde. Il leur permet de s'ouvrir à de nouveaux horizons, d'acquérir des connaissances et de développer des compétences civiques et intellectuelles. Le processus est sanctionné par une médaille et un certificat internationalement reconnu et signé par le Duc d'Edimbourg à tous les participants qui réussissent aux différentes activités. Notamment les voyages d'aventure ou d'expédition, les explorations, les

Victoire du PDCI en 2020 / C'est ce samedi 08 février 2020 à Daoukro que le Forum national du PdcI-Rda va investir le président du Forum du PdcI de la région de l'Iffou au Centre culturel de ladite ville.

Le Forum mobilise, aujourd'hui, à Daoukro



**Koné Issa président national
du Forum du PdcI.**

pas peur. C'est le dernier virage. Le PdcI-Rda et son chef, le président Henri Konan Bédié, sont en ordre de bataille pour gagner la présidentielle de 2020 », a indiqué le président du Forum national du PdcI-Rda qui a annoncé, pour cette investiture, la présence de plusieurs délégations du District d'Abidjan. « Daoukro va bouger », a-t-il conclu.

DJE KM

C'est ce samedi 08 février 2020 à Daoukro que le Forum national du PdcI-Rda va investir le président du Forum du PdcI de la région de l'Iffou au Centre culturel de ladite ville. le président Koné Issa Daouda, déjà sur le terrain, a déclaré que tout est fin prêt pour réussir une grande fête. « La mobilisation est déjà totale », at-il annoncé. Devant les militants de la région de l'Iffou, Koné Issa Daouda a indiqué qu'il saisira l'occasion pour sensibiliser à l'identification. « Que chaque militant ait ses papiers. Si nous voulons gagner, il nous faut absolument avoir nos cartes nationales d'identité », a-t-il insisté. Il a souligné que « la récréation est terminée ». le président national du Forum du PdcI-Rda invite les militants du PdcI-Rda, les jeunes en particulier, à se remettre résolument au travail. Koné Issa Daouda a, par ailleurs, exhorté les militants à investir chacun son fief. « A chacun son territoire », a-t-il rappelé. Et d'ajouter : « N'ayez



Avant la présidentielle d'octobre 2020 / La ruée vers le RHDP se poursuit. Près de 5000 jeunes militants du PDCI viennent de rejoindre le parti houpouétiste.

5000 jeunes du PDCI virent au RHDP

AVANT LA PRÉSIDENTIELLE D'OCTOBRE 2020

5000 jeunes du PDCI virent au RHDP

Bictogo : « Il y a une nouvelle configuration politique »

ELECTION PRÉSIDENTIELLE D'OCTOBRE
Pourquoi Gbagbo ne peut être candidat en 2020



. Bictogo : « Il y a une nouvelle configuration politique »

La ruée vers le RHDP se poursuit. Près de 5000 jeunes militants du PDCI viennent de rejoindre le parti houpouétiste. Réunis au sein du "Réseau des jeunes démocrates", ils ont été reçus ce vendredi 7 février, par le Directeur exécutif du RHDP lui-même, au siège du parti présidentiel aux Il Plateaux Vallon [Cocody]. Une rencontre qui permet au ministre Adama Bictogo de retracer l'histoire du parti unifié, auquel ses hôtes veulent adhérer. Pour mémoire, rappelle-t-il, le projet a été porté par les présidents Henri Konan Bédié, qui en a été le premier patron, et Alassane Ouattara. Il s'est agi de partager des valeurs léguées par le fondateur de la Côte d'Ivoire moderne. « C'est lui-même Bédié, avec le Président qui ont créé le parti unifié », instruit Adama Bictogo, entouré de la ministre Raymonde Goudou Coffie, et des membres de son cabinet. « C'est parce que Raymonde Goudou Coffie, Achy Patrick, le vice-président, le Président, tous nous sommes ensemble, que tous ces tickets-là ont donné la Côte d'Ivoire d'aujourd'hui », se satisfait le Directeur exécutif du RHDP, estimant que « c'est la conjugaison des compétences ! ». Aussi, le ministre Bictogo s'interroge-t-il sur les motifs du départ de Konan Bédié et son parti. « Mais pourquoi briser cette conjugaison qui a redonné à la Côte d'Ivoire, tout ce qu'on avait perdu avec Houphouët et que nous sommes en train de retrouver ? », se demande-t-il, pour fustiger l'approche du PDCI. Surtout que, précise Adama Bictogo, « le RHDP est une configuration nouvelle née d'une vision commune. Donc, nous sommes dans un nouveau parti ». Un attelage de partis qui regroupe même d'anciens adversaires. « Il y a des gens du FPI qui sont dans cette nouvelle configuration RHDP. Donc, vous restez dans une logique qui prépare votre avenir. C'est ce discours qu'il faut tenir », conseille-t-il aux membres du "Réseau des jeunes démocrates". Le RHDP, poursuit-il, « est une nouvelle recombinaison politique ». Et de rassurer qu'« on ne peut pas freiner la mutation des sociétés. Elle peut

être rampante, mais la mutation en Côte d'Ivoire est faite ». D'ailleurs, se réjouit le député d'Agboville, « nous sommes sortis des clivages, et c'est vous qui devez briser ces clivages Nord, Sud, Ouest, Est. Il faut que vous preniez vos responsabilités ».

"JE SUIS OUVERT..."

Dans la foulée, il confie à ces jeunes du PDCI, la volonté de son parti de respecter la liberté d'opinion en interne. « Devant chaque chose qui ne respecte pas la liberté d'opinion, il y a un cadre, vous venez pour qu'on en discute. Je suis par nature ouvert au débat, aujourd'hui c'est le premier contact, les bras sont ouverts », tranquillise le ministre Bictogo, qui dénonce les adhésions à géométries variables. Notamment, il fustige l'attitude d'une catégorie de jeunes, adeptes de clubs de soutien aux partis ou hommes politiques. « J'ai la hantise des clubs de soutien », prévient Bictogo, qui fait remarquer que « la floraison des clubs de soutien est l'échec de la jeunesse ». « On a tellement de clubs de soutien, que c'est même difficile de les classer », dénonce le Directeur exécutif du RHDP. Cela dit, ces milliers de jeunes venus du PDCI trouveront en leur interlocuteur, une oreille attentive. « Je suis ouvert, je vais me charger personnellement de votre insertion », promet le ministre Adama Bictogo. Précision de taille: ces jeunes sont les filleuls de la ministre Raymonde Goudou Coffie, du temps où elle-même militait activement au PDCI. Ceux-ci n'ont donc pas voulu rompre les amarres avec leur marraine, qui précise que le Réseau n'est « pas seulement des jeunes du Centre ». A l'en croire, « nous sommes en train de faire un travail de fond au Centre, ils viennent en renfort », mais « il y en a du Tonkpi, du Guémon, etc. Je veux une mosaïque territoriale. On verra de la façon dont on vous aidera pour votre insertion ». Avant Adama Bictogo et Raymonde Goudou, le chef de file du "Réseau des jeunes démocrates" avait livré le sens de leur démarche. Selon Konan Henri, « nous sommes venus nous mettre à la disposition » du RHDP, en vue des futures joutes électorales. La force de ce mouvement, c'est avant tout, les 5000 adhérents qu'il revendique. « Nous attendons les ordres », relate Konan Henri, afin de se mettre en branle sur le terrain. Le porte-parole des invités d'hier, du Directeur exécutif n'est pas un inconnu dans le parti de Henri Konan Bédié. De fait, Konan Henri, étudiant comme la grande majorité des membres du Réseau, s'était porté candidat, à la présidence de la Jeunesse estudiantine du PDCI. Au final, la direction du PDCI s'est opposé aux élections. Le 26 mars 2019, Henri Konan Bédié a simplement procédé, par note, à la nomination d'un Comité provisoire de gestion de la JPDCI estudiantine et scolaire. Son choix s'est porté sur Kouadio Henri Joël N'Dri,



frustrant du coup, les nombreux partisans du candidat Henri Konan. Une grosse prise donc pour le RHDP, à neuf mois de la présidentielle.

GUILLAUME KOUASSI



AFFAIRE DÉSTABILISATION/PLUS D'UN MOIS APRÈS / Plusieurs actions annoncées au niveau international; Des révélations sur les pro-Soro incarcérés; Le beau-frère de Guillaume Soro arrêté

Les avocats français de Soro débarquent à Abidjan



Les avocats de Soro ont animé une conférence de presse, hier.
(Ph. Archives)

Des avocats de Guillaume Soro sont à Abidjan depuis quelques jours. Objectif de cette mission : s'enquérir des nouvelles des proches de l'ancien président de l'Assemblée nationale incarcérés, pour une meilleure prise en charge de leurs différents cas. A la faveur d'une conférence de presse qu'ils ont animée, le vendredi 7 février 2020, à Cocody, aux côtés de leurs confrères ivoiriens, les conseils du président de Générations et peuples solidaires (Gps), Guillaume Soro, ont présenté les actions déjà initiées pour la défense de leurs 19 clients. Ainsi, a appris Me William Bourdon, avocat au barreau de Paris et membre du collectif des avocats de la défense, en plus de la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples (Cadhp), plusieurs institutions françaises et européennes ont été saisies. Notamment le groupe de travail sur la détention arbitraire, à Genève. « Avec mes confrères, nous pouvons vous indiquer sur nous avons saisi le groupe de travail sur la détention arbitraire à Genève, au nom de 19 personnes dont les 5 députés, dont l'arrestation a conduit à un mépris flagrant et absolu des règles protectrices des hauts fonctionnaires des anciens présidents d'institutions. Nous sommes très confiants dans le fait que ce groupe de travail sur la détention arbitraire dont l'autorité est indiscutable, après avoir écouté les observations de la République de Côte d'Ivoire, sanctionnera la Côte d'Ivoire pour les graves mépris des principes fondamentaux de la loi ivoirienne, internationale », a déclaré l'avocat français. Qui a annoncé la saisine prochaine de divers juridictions internationales en vue de faire évoluer la situation de ceux qu'il a présenté comme « les persécutés d'Abidjan ». « Nous allons également saisir différents rapporteurs spéciaux. Et nous allons, dans les jours qui viennent, saisir l'Union interparlementaire internationale dont nous pensons qu'elle prendra une

résolution. Un mémo synthétisant l'ensemble de ces violations sera adressé, dans les prochains jours, aux principaux décideurs européens et aux grandes institutions européennes internationales, Parlement européen, Conseil de l'Europe, Union européenne, et bien entendu à la Commission des affaires étrangères du Sénat. Face à un régime qui semble avoir choisi la voie de la spirale toxique de l'intérêt de la Côte d'Ivoire et des Ivoiriens, on peut espérer que la saisine interactive de ces différents outils et instruments internationaux, appuyés par le travail inlassable et quotidien de mes confrères pourra ouvrir les yeux de ceux qui ne veulent pas voir et entendre. Nous allons continuer notre travail en rentrant ce soir (vendredi 7 février) en France », a-t-il annoncé. Non sans évoquer avec ses pairs une éventuelle saisine du groupe de travail sur les disparitions forcées pour le cas spécifique de Zébré Souleymane, un autre pro-Soro, qui aurait été interpellé, récemment. Une autre arrestation a été révélée par les avocats de Guillaume Soro, en l'occurrence, celle du beau-frère du député de Ferkessedougou. « Nous avons été informés par des membres de la famille de ce qu'un des leurs avait été interpellé ce matin avec son gardien. Il s'agit de Logbo Guy, le jeune frère de l'épouse de M. Soro Kigbafori Guillaume. A l'heure où je vous parle, nous ne savons pas où il est, quel est le service qui l'a interpellé. C'est des informations qu'on a reçues des proches », a fait savoir Me Diallo Souleymane. **Des nouvelles des proches de Soro**

Dans le cadre de leur mission ivoirienne, les avocats français de Guillaume Soro ont rencontré ses proches, incarcérés dans divers établissements pénitentiaires d'Abidjan et d'ailleurs. Au nombre de ceux-ci, Simon Soro, le frère cadet du président de Gps, dont ils ont donné des nouvelles. « Nous avons pu rencontrer M. Simon Soro au sein du bureau du régisseur puisqu'il n'y a pas de local spécial pour rencontrer le client. Il ne se plaint pas alors que ses conditions de détention sont difficiles. Ils ne se sentent pas affaiblis au moral », a indiqué Me Céline Mokrane. Comme elle, Mme Bourdon, qui a lui aussi rencontré le directeur de protocole de Guillaume Soro, Koné Kamaraté Souleymane dit Soul To Soul, a dénoncé les conditions de détention de son client avec qui il a échangé le 6 février. « Je n'ai jamais vu une situation aussi ubuesque où un homme est entendu comme inculpé, et on lui demande de déférer, serment préalablement prêté, à une obligation en qualité de témoin de concourir à la

Un beau-frère de Soro arrêté

● Des avocats français de l'ex-Pan débarquent à Abidjan

● Plusieurs actions annoncées

● Des nouvelles des pro-Soro détenus



manifestation de la vérité. Étant précisé que le conseiller a posé les mêmes questions que celles qui ont été posées le matin même par le doyen des juges d'instruction. On voit bien que la fuite en avant, ça conduit à du chaos, à du désordre, à rajouter des approximations, de l'arbitraire à de l'illégalité », a-t-il averti. Pour lui, autant les conditions de détention que les arrestations des pro-Soro souffrent de nombreuses irrégularités qui entachent la légalité et la légitimité. Ils en ont voulu pour preuve l'audition « en treillis » de Rigobert Soro, commissaire de police et frère de Guillaume Soro. « Tous les principes essentiels du procès équitable ont été piétinés. Ces personnes ont été entendues dans un premier temps par la Dst, il s'agit d'un service de renseignement non habilité à les questionner. Les personnes interpellés qui avaient demandé à faire appel à leur avocat en ont été privé pendant un délai inadmissible. Personne ne peut douter non plus de la vacuité sidérale des dossiers. Les charges sont inexistantes », a pesté Me Bourdon, non sans appeler, avec ses pairs, au respect des textes nationaux et internationaux en la matière. Sur la même position, Me Kadidia Touré, a exprimé son mécontentement relativement à la conduite actuelle de l'affaire concernant Guillaume Soro et ses proches. Affaire dans laquelle, a-t-elle relevé, tous les moyens sont utilisés pour empêcher l'exercice des droits des concernés. « Nous sommes dans le cadre d'arrestations arbitraires. Nul ne peut être arbitrairement poursuivi. On leur reproche des faits qui n'ont aucun fondement. Nous sommes empêtrés dans une espèce de folie où personne n'a d'égard pour rien. Tout se passe comme s'il n'y a pas de Constitution, de Code de procédure pénale. (...) Il y a un paradoxe dans cette affaire ; paradoxe par rapport aux poursuites, aux arrestations, aux conditions de détention, les procédures de détention. Nous sommes dans un paradoxe total. Ce sont des absurdités, des incohérences auxquelles nous sommes confrontés », s'est-elle emportée.

ALASSANE SANOU

Gare internationale d'Abidjan / Plus de six ans après la pose de la première pierre, la superficie dédiée à l'infrastructure à Adjamé demeure un vaste champ de broussaille recolonisé, par endroits, par des individus menant diverses activités.

Le projet piétine, ferrailleurs et vendeurs de bétail se réinstallent sur le site



Des individus s'adonnent à des activités douteuses sur l'espace envahi en partie par la broussaille.

Une vaste étendue d'une vingtaine d'hectares de broussailles. À l'intérieur, un espace vide transformé en aire de sport. Un peu plus loin, un parc à bétail. On y vend des bœufs, des moutons, des cabris et même des dromadaires. Des ferrailleurs et vendeurs de pièces de rechange et de pneus d'occasion y ont également réélu domicile. Le site de la Gare internationale d'Abidjan, à l'excasse d'Adjamé, ressemble aujourd'hui à un champ abandonné, à la merci du premier venu. Le projet, dont la pose de la première pierre a eu lieu le 25 juillet 2013 en présence du Chef de l'État, et dont les travaux ont été lancés le 7 octobre 2015 par le ministre des Transports, Gaoussou Touré, bat de l'aile. Cette ambitieuse initiative, qui visait à doter la métropole abidjanaise d'une infrastructure de transport moderne, fonctionnelle et facile d'accès pour les usagers, n'est plus que l'ombre d'elle-même. En plus de six ans, le projet n'a pas évolué d'un iota. Adamo, un vendeur de pièces détachées squattant le site, note que c'est un gâchis. « Après avoir chassé les ferrailleurs qui étaient ici, si on avait planté du cacao, on serait en train de faire de bonnes récoltes », ironise-t-il. À son avis, les autorités nationales ont été bernées par des promoteurs véreux qui leur ont fait croire qu'il fallait absolument déplacer la casse. « Allez plus loin sur le terrain, vous verrez que des individus à l'intérieur font de

grands feux pour brûler des câbles électriques en vue de récupérer le cuivre ou l'étain. Si le terrain était occupé, ils n'allaient pas s'adonner à cette activité douteuse », renchérit le voisin d'Adamo, sans toutefois décliner son identité. A une centaine de mètres, des individus devisent sous des tentes. Ce sont des vendeurs de bétail. Ils attendent la clientèle. Le parc est impressionnant. L'un d'eux explique qu'ils étaient sur l'autre versant de la grande voie menant à Abobo, du côté de Williamsville. « On est venu ici parce que l'espace est plus grand. C'était la brousse et il y avait des délinquants et des bandits dans la zone. Nous avons ramené la sécurité. Les voleurs ne se hasardent pas à nous attaquer », fait savoir notre interlocuteur. Celui qui est présenté comme responsable des vendeurs, le dénommé Alai s'est voulu très peu prolix sur le sujet. « C'est la mairie qui nous a installés ici. Adressez-vous à elle », s'est-il borné à répondre. Toutes les tentatives pour l'amener à en dire davantage sont restées vaines. A côté du parc à bétail, des ferrailleurs et des mécaniciens sont à la tâche. Ils avaient été déguerpis en 2013, mais ils ont recolonisé le site. « Nous étions à la casse ici. On a été obligés de partir en raison des travaux de la nouvelle gare internationale d'Abidjan. On a attendu cinq ans avant de revenir parce que rien n'a été fait. Si on nous dit que les travaux démarrent demain, nous allons plier bagage aujourd'hui », assure un mécanicien. Pour lui, à défaut d'une gare, l'État et la mairie peuvent permettre aux ferrailleurs de se réinstaller en les organisant et en leur imposant des types de magasins qui tiennent compte de la propreté de l'environnement et de la beauté du cadre de vie. Awa Koné, tenancière d'un restaurant en plein air, souhaite, quant à elle, que les autorités municipales d'Adjamé réorganisent l'activité sur le site. « Que ce soit une gare routière ou une casse, nous on veut juste qu'on nous aide à vendre dans de meilleures conditions. S'il y a un projet pour ce site, qu'on le réalise le plus tôt possible. Afin qu'on ne soit plus dans la crainte d'être déguerpis à tout moment et qu'on mène nos activités en toute sécurité », préconise-t-elle

GERMAIN GABO



SANTÉ / Le timing a été respecté. La clinique médicale le Grand centre a été rouvert hier, comme prévue à sa fermeture.

La clinique médicale "le Grand centre" rouvre avec de nouvelles dispositions



Le timing a été respecté. La clinique médicale le Grand centre a été rouvert hier, comme prévue à sa fermeture. C'est le directeur des établissements et des professions sanitaires, Dr Bitty Marie Josèphe, qui a annoncé la bonne nouvelle au personnel et responsables de l'établissement, avant de procéder à l'ouverture proprement dite. A cet effet, Dr Bitty Marie Josèphe est revenue sur les conditions de fermeture de l'établissement sanitaire. « Le ministre avait ordonné la fermeture de la clinique par arrêté datant du 7 janvier 2020. La prise en charge des malades déjà hospitalisés s'est poursuivie jusqu'à leur sortie. Mais il ne devait pas avoir d'accueil de nouveaux malades et de nouvelles hospitalisations », a-t-elle expliqué. Ces mesures prescrites, à l'en croire, ont été respectées. Le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique ayant effectué des visites de contrôle et suivie, à travers le district sanitaire, mais aussi à travers sa direction et surtout l'inspection générale de la santé. « (...) Vu donc le rapport positif de l'inspection, le ministre de la Santé a décidé la réouverture de l'établissement après un mois de (fermeture). A ce titre, il a

délivré un arrêté datant du 7 février 2020, portant autorisation d'ouverture et d'exploitation de la clinique», a-t-elle indiqué. Mais, il ne s'agit pas d'une simple ouverture, s'est empressée d'ajouter la collaboratrice de Dr Aka Aouélé. Vu que l'établissement va entrer dans le système de la Couverture maladie universelle, il a été procédé à son immatriculation et à la mise en place d'un cahier de charges de 22 articles dont « deux sont très importants ». « Il s'agit de la transmission de données sanitaires par tous les établissements. C'est un outil de prise de décision et d'orientation sanitaire. Il est important que le secteur public et privé puisse transmettre ces données. Il y a un aspect qui concerne la présence obligatoire du directeur médical qui a un rôle médico-légal au niveau de la structure. Il leur a été notifié qu'en cas de vacance du poste, l'établissement doit être fermé, parce qu'il n'y a plus de responsabilité. Par ailleurs, la clinique devra afficher ses tarifs et respecter les barèmes fixés et entérinés par le ministère. Enfin, il a été proposé d'installer des boîtes de suggestion et remarques. Ces suggestions et remarques seront collectées de façon périodique par le ministère afin de savoir les orientations et suggestion des populations », a-t-elle relaté. Heureux de voir son établissement rouvrir, Dr Kouamé Konan, directeur général, a estimé que le drame à la base de cette fermeture est dû à un problème de communication. « Nous recevons beaucoup de personnes. Donc la communication est importante. C'est souvent ce qui nous cause des problèmes. Quand les parents n'ont pas bien compris le geste, ils peuvent l'interpréter autrement et c'est ce qui a dû se passer », a-t-il estimé, promettant que tout le personnel est prêt à relever le défi de la qualité. Faut-il le rappeler, l'établissement a été fermé suite au décès d'un bébé dont l'admission à la clinique a été refusée parce que ses parents n'ont pas payé la caution exigée par l'établissement.

DAO MAÏMOUNA



GESTION DES FINANCES PUBLIQUES / Au terme du 8ème forum africain sur les finances publiques qui s'est tenu à Abidjan les 6 et 7 février au Sofitel Hôtel Ivoire, les participants ont insisté sur l'amélioration de l'efficacité de la dépense publique...

Le forum africain recommande d'améliorer l'efficacité de la dépense publique



Gestion des finances publiques
Les recommandations du 8e Forum africain

Au terme du 8ème forum africain sur les finances publiques qui s'est tenu à Abidjan les 6 et 7 février au Sofitel Hôtel Ivoire, les participants ont insisté sur l'amélioration de l'efficacité de la dépense publique, comme un des défis majeurs que les pays africains doivent relever afin d'avoir une gestion efficiente des finances publiques. Sur le sujet, l'ambassadeur de l'Union européenne auprès de la Côte d'Ivoire, SEM Jobst von Kirchmann s'est voulu très clair. « ... on peut augmenter les dépenses, on peut élargir l'assiette. Mais, il faut surtout travailler sur l'efficacité des dépenses si on veut éviter de les augmenter constamment. L'efficacité c'est de vraiment voir que l'argent qui est là, est dépensé pour les citoyens parce que dans un budget c'est l'Etat qui œuvre pour les citoyens », a-t-il indiqué. Pour sa part, le ministre de l'Economie et des Finances, Adama Coulibaly a souligné que pour avoir des dépenses efficaces, les États doivent remplir trois conditions. La première, c'est d'être très sélectifs dans le choix des projets à exécuter. « Il faut aller vers des projets plus porteurs, des projets qui peuvent induire des changements dans les conditions de vie des populations ou créer de la richesse qui peut être redistribuée », a-t-il expliqué. S'agissant de la deuxième condition, le ministre a indiqué la mise en place de mécanismes de suivi-évaluation pour s'assurer de la bonne exécution des projets et pour apporter les correctifs nécessaires lorsque des difficultés se présentent. La troisième condition est relative à la capacité d'absorption suffisante des projets dans le pays. « Ce qui arrive, c'est que les ressources sont là, les projets sont là, mais on n'arrive pas à utiliser les ressources et on arrive à une déperdition des ressources inutilement », a-t-il déploré. Par ailleurs, pour mobiliser les financements nécessaires à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) et parvenir à une efficacité des économies nationales, Adama Coulibaly a souligné que les pays doivent, entre autres,

renforcer la gestion macro économique, améliorer la gestion des finances publiques en accroissant la capacité de mobilisation des ressources intérieures, s'attaquer à l'inefficacité des dépenses, promouvoir un climat propice à l'essor du secteur privé et rechercher à maîtriser le risque climatique dans les analyses politiques de développement.

SOGONA SIDIBÉ

SANTÉ, BTP, AGRICULTURE, ÉNERGIE, ETC / En mission de prospection en Côte d'Ivoire, une délégation d'opérateurs économiques turcs a présenté l'expertise de son pays en matière de santé, de Bâtiments travaux publics (Btp), de recyclage des déchets, d'énergies renouvelables, d'agriculture, etc.

Des investisseurs turcs en quête d'opportunités et de partenariats en Côte d'Ivoire



Les responsables de la Chambre de commerce ont présenté les opportunités d'investissement aux hommes d'affaires turcs (Ph. DR)

situation. Profitez-en et soyez ambitieux car ensemble on est suffisamment forts», a-t-il fait comprendre.

MAÏMOUNA MAMADOU

En mission de prospection en Côte d'Ivoire, une délégation d'opérateurs économiques turcs a présenté l'expertise de son pays en matière de santé, de Bâtiments travaux publics (Btp), de recyclage des déchets, d'énergies renouvelables, d'agriculture, etc. C'était au cours d'une audience qui a eu lieu, jeudi 6 février 2020, au siège de la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire à Abidjan-Plateau. Ce, pour élargir les liens économiques entre la Côte d'Ivoire et la Turquie. Le chef de la délégation turque, Süleyman Saral, président du groupe Ilymer (Centre des investissements étrangers d'Istanbul-Turquie), a expliqué avoir fait des recherches sur l'environnement économique de la Côte d'Ivoire. Pour lui, le pays regorge de beaucoup de performances, l'introduisant dans le standard européen. Ce qui les emmène à rechercher des partenariats et investir sur le marché ivoirien comme le font plusieurs autres pays. Maguiraga Bakary, vice-président de la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (Cci-Ci), a encouragé les entreprises ivoiriennes à collaborer avec les turcs, car ce pays a un savoir-faire qu'il faut exploiter. Poursuivant, il les a exhortés à ouvrir les entreprises, à partager les expériences et les risques. «On ne vient pas dans un pays où il n'y'a pas d'opportunités, et nous sommes dans cette